le quotidien
rouge
journal d'action communiste

MERCREDI 24 AVRIL 1974
NUMERO 3 — 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

mitterrand : « JE NE CROIS PAS AU GRAND SOIR »

Massu, Galley, Marcellin, préparent les petits matins

« Nous sommes dans une économie de marché, et il serait illusoire d'imaginer que la France actuelle du Marché Commun, qui fait partie d'un certain monde occidental, dans un circuit d'échanges que chacun peut décrire, il soit possible d'imaginer votre grand soir », c'est la réponse pleine de sagesse et de raison que fit Mitterrand à la question que nous lui avons posée lundi à RTL.

C'est le vieux dialogue-cliché entre l'expérience de l'âge et le romantisme de la jeunesse.

Mais, de la part d'un candidat qui prétend représenter le mouvement ouvrier, ce romantisme nous glace.

Allende n'y croyait pas non plus, au grand soir. Ni Léon Blum, ni Caballero, ni Corvalan. Le malheur, c'est que Franco et Pinochet ne se contentaient pas d'y croire, ils le préparaient.

Et, faute de grand soir, Caballero, Allende et bien d'autres ont eu un triste crépuscule. Des millions de travailleurs ont payé de tortures et de déportations le prix des doutes et des croyances de ces messieurs. Au Chili, la note s'allonge encore.

Le réalisme n'est pas du côté où le croit Mitterrand.

Ceux qui sont partis à l'assaut du ciel, les bolchéviks en 17, les soldats rouges de la longue marche en Chine, la poignée de guerilleros de la Sierra Maestra, et surtout le peuple vietnamien, donnent une leçon de réalisme à tous les Mitterrand, les Wilson et les Allende du monde.

C'est de ce réalisme révolutionnaire que nous nous réclamons. Nous savons que la bourgeoisie est prête à défendre ses privilèges et ses intérêts par tous les moyens, qu'elle a forgé une loi à son usage, équipé une armée à son service, tissé les réseaux de ses polices. Nous savons qu'il faudra briser ce pouvoir.

Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle expérience aux dépens des travailleurs pour l'apprendre. Mitterrand, Marchais, Deferre, eux, n'ont rien appris. Ils n'apprendront jamais. Car ils ne veulent pas apprendre.

(p.4) ○ *Hier soir à la T.V., les travailleurs ont pris la parole*

(p.7) ○ *Wilson et le Chili : dilemme d'un social-bouffi*

(p.5) ○ *Ouvrières à Motorala : usine pilote d'électronique*

DEUX 1er MAI

Comme en 1969, les directions syndicales qui entendent respecter la trêve électorale, ont annoncé qu'elles n'organiseraient pas de défilé le 1er mai. Le communiqué commun CGT, CFDT, FEN (région parisienne) déclare : **« Nous avons tenu à donner à ce 1er mai 1974 un contenu et un caractère qui tiennent compte de la proximité des élections présidentielles ».**

C'est bien là tout le problème ! Dans le contexte actuel, un rassemblement inoffensif à la Courneuve où l'Union de la Gauche et le PSU sont invités à prendre la parole revêt un caractère démobilisateur et ne peut être considéré comme suffisant en tant que tel par les révolutionnaires.

Des réunions unitaires ont eu lieu entre les divers groupes d'extrême-gauche et le PSU afin d'organiser une manifestation le matin du 1er mai. Un accord sur ce point s'est réalisé : une manifestation aura lieu à 10 heures de la République à la Nation. En tête du cortège manifesteront les délégations de travailleurs en lutte, ensuite les immigrés et les organisations de masse qui décideront de s'y joindre, puis les organisations politiques révolutionnaires. Le PSU qui avait participé aux premières réunions unitaires a rompu et a fait savoir son intention de participer au rassemblement de La Courneuve l'après-midi.

Le PSU fera-t-il un pas de plus en direction de l'Union de la Gauche en s'abstenant le matin du 1er mai ? Quant à nous, nous ne pouvons que souhaiter sa présence à nos côtés pour affirmer que nous ne désertons pas la rue et entendons faire dece 1er mai une journée de lutte.

QUAND ILS ETAIENT MINISTRES...

Mitterrand, c'est l'enfer ! Chaban a construit sa campagne sur ce thème, en présentant dans l'ombre de Mitterrand le loup-garou communiste : là serait le péril... Et Mitterrand de rétorquer : « Voyez ce que j'ai fait du loup, un matou ! Et d'ailleurs, si j'avais dû choisir entre la liberté et le programme commun, j'aurais choisi la liberté »...

Le feu de la joute électorale leur ôte la mémoire.

1936. Le Front Populaire. Le 14 mai, le BP du PCF écrivait à la SFIO :

« Les communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyalement, sans réserves et sans éclipses, le gouvernement socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et d'affolement des ennemis du peuple ». Y a pas plus modéré, ni accommodant. Dans son livre récent (« Quand nous étions ministres »), François Billoux, membre du Comité Central du PCF, précise même qu'après l'agression contre la République espagnole, **« Thorez insista pour que le gouvernement issu du Front Populaire ne soit pas seulement celui des seuls artisans du Front Popu, et à plus forte raison de plusieurs ou d'un parti, mais le gouvernement de la France ».**

1945. La Libération. Le PCF participe à un gouvernement de Gaulle, puis à un gouvernement Bidault, enfin à un gouvernement Ramadier. Dans l'éditorial de « l'Express », Servan-Schreiber rappelle cette époque avec sérénité : « De Gaulle avait des ministres communistes, **et ils l'ont aidé à la reconstruction de la France,** Maurice Thorez au premier chef. Et la lecture que je fais des événements tragiques qu'a déclenchés la désastreuse gestion économique du gouvernement de l'UP au Chili indique que ce ne sont pas les ministres communistes qui ont imposé les mesures conduisant à la tragédie, mais l'aile dite gauche du PS, plus ignorante et plus irresponsable ». Raisonnables, les ministres du PCF l'ont été, jusqu'à la capitulation. Billoux rappelle froidement que le gouvernement Bidault « inscrit dans son programme le blocage des salaires et des prix. Mais, ainsi que le firent remarquer les ministres communistes, si le blocage des salaires était effectif, celui des prix fut loin de l'être ». Audacieuse « remarque » ! Pas de quoi effrayer !

1968. Commentant ses initiatives de 68, un an plus tard, alors qu'il était mis à l'écart de la bataille électorale, Mitterrand écrivait avec franchise : **« J'estimais que la présence communiste rassurerait plus qu'elle n'inquiéterait (...). Je savais que ni leur rôle ni leur nombre dans l'équipe dirigeante n'avait de quoi effrayer les gens raisonnables qui à l'instant même voyaient dans la CGT et dans Séguy les derniers remparts d'un ordre public que le gaullisme se révélait impuissant à protéger face aux coups de boutoir des amateurs de révolution ».**

Ce qui inquiète Chaban, et Giscard, et les autres, ce n'est pas le PCF, c'est la mobilisation des travailleurs qui peut s'engouffrer dans la brèche d'une victoire électorale. D'ailleurs, pour nous, il n'y a jamais eu de ministres communistes, il y a eu des ministres réformistes et staliniens. Il peut y en avoir d'autres. Comme le constate crûment Billoux : **« De parti d'opposition qu'il était depuis 1920, le Parti Communiste Français allait devenir à partir des années 30, un parti ayant sa place dans un gouvernement ».**

pointes rouges

L'UJP CONTRE « L'ETAT RIVOLI » ET LE MINISTERE DE L'INTERIEUR

■ *Jean-Paul Fasseau, président de l'UJP (jeunes gaullistes), vient d'attaquer Giscard d'Estaing, responsable selon lui du blocage des grandes réformes sociales.* **« Le mal de notre société, c'est l'emprise de la rue de Rivoli sur la politique française. On a dit en ironisant qu'il existait l'Etat UDR. Nous répliquons qu'il y a l'Etat Rivoli ».**

Jean-Paul Fasseau s'en est pris encore à Chirac : **« Nous voyons maintenant apparaître sur le marché une nouvelle organisation de sondages : le ministère de l'Intérieur ».**

REJETS CONSTITUTIONNELS

■ ** Le Conseil constitutionnel a rejeté les réclamations présentées par MM. R. Laffont et A. Roustan. Pour M. R. Laffont, il considère que sur les 114 signatures présentées, dix-huit n'étaient pas valables. En ce qui concerne M. A. Roustan, il a estimé qu'il n'était pas éligible en raison d'un jugement rendu le 22 janvier 1960 par le Tribunal de commerce d'Aurillac.*

On attend toujours l'inculpation de Frey : 9 neuf morts à Charonne méritent bien une place au Conseil constitutionnel.

○

LES COMMISSARIATS DE LA MORT

■ *Nouveau décès dans un commissariat : dans la nuit du 17 au 18 avril, Vincent Recco, originaire d'Ajaccio, est mort dans les locaux de la brigade des stupéfiants du S.R.P.J. de Marseille au cours de son audition.*

Il avait été arrêté avec quatre autres personnes, suspectées d'utilisation ou de trafic d'héroïne. L'autopsie, ordonnée par le Parquet de Marseille, conclue à un « oedème pulmonaire aigu ». Les parents, pas tout à fait convaincus manifestent l'intention de porter plainte. On les comprend : on a appris à devenir méfiants sur les auditions brusquement interrompues par la mort (toujours naturelle) du suspect. La mort de Thévenin à Chambéry, celle de Mohammed Diab à Versailles, le suicide récent d'un ouvrier espagnol après un interrogatoire mouvementé à la gendarmerie de Pont de Claix : autant de faits qui font des commissariats, les endroits les plus mal famés de France.

○

APPEL DU MLAC ET DU GIS A CRETEIL

■ *Après la mort d'une jeune femme de 26 ans, morte le 9 avril à l'hôpital Henri Mondor de Créteil des suites d'un avortement clandestin, une AG qui fait suite à une réunion unitaire du GIS et du MLAC est prévue sur l'hôpital pour le jeudi 25 avril. Dans les villes et les quartiers avoisinants, la popularisation est prise en charge par le MLAC. Un meeting est prévu samedi 27 à Champigny.*

DUMONT A LA T.V.

■ ** R. Dumont a notamment déclaré lundi 22 à la télévision : « La proposition d'une France de 100 millions d'habitants est criminelle. Il faut répandre la contraception dans les centres de planning familial, les dispensaires, avec remboursement par la Sécurité Sociale*

(...) l'avortement aussi peut-être pratiqué, puisque nous sommes en état de guerre, mais la décision n'appartient ni aux médecins, ni aux juristes, mais aux femmes elles-mêmes, non aux hommes ».

Dijon :

pas de trêve pour la police

Le 18 avril au soir, à Dijon, deux policiers démunis de tout mandat de perquisition s'introduisent dans l'appartement d'une sympathisante de « Lutte Ouvrière » et en avant : saccage de la bibliothèque, vol de papiers d'identité, du matériel de sérigraphie et de tracts CGT.

L'opinion publique alertée rapidement par les militants révolutionnaires, la police dijonnaise riposta en publiant un communiqué aussi mensonger que diffamatoire :

« ...Un inspecteur de la police judiciaire de Dijon s'est rendu dans la soirée du 18 avril vers 19 h dans un appartement rue de la Liberté à Dijon, où il lui avait été signalé que les locataires se livraient à l'usage de la drogue. »

La loi du 31 décembre 1970, qui sous prétexte de lutte contre la drogue permet à la police de pénétrer chez n'importe qui à n'importe qu'elle heure du jour et de la nuit révèle sa véritable nature : une arme de plus aux mains des Marcellin et des Chirac contre les militants révolutionnaires.

Mitterrand à R.T.L.

« Les détenteurs de capitaux ne sont pas des ennemis »

Lundi 22, F. Mitterrand était au grand jury de RTL. Au camarade Weber qui lui demandait ce qu'il proposait pour faire échec au sabotage économique de la bourgeoisie et à la fuite des capitaux, Mitterrand a répondu :

« Les détenteurs du capital ne sont pas, dans la plupart des cas, des ennemis. Nous sommes dans une économie de marché... Nous ne provoquerons pas d'affrontement brutal ».

Mitterrand poursuit :

« Il existe des moyens légaux, techniques, pour appliquer notre politique. S'il le fallait, nous recourrions aux moyens répressifs prévus par la loi ».

Beau concentré de crétinisme :

1) « Les détenteurs de capital ne sont pas, dans la plupart des cas, des ennemis »... Le problème n'est pas de trier les bons et les méchants capitalistes, ni d'entrer dans les bons sentiments de tel ou tel. Le capital dans son ensemble exploite le travail, en extorque ses profits. Le capital dans son ensemble, le patronat, sont donc l'ennemi de classe. Et les détenteurs de capitaux sont pour la plupart des ennemis virtuels des travailleurs. Les patrons « sociaux » n'échappent pas à la loi de la concurrence et à la logique du profit. Passer aux côtés de la classe ouvrière signifierait pour eux renoncer à la propriété privée, au profit, à l'héritage, se nier en tant que patrons.

2) « Nous ne provoquerons pas d'affrontement brutal »... Il est en plus sinistre de devoir rappeler qu'en septembre 73, à quelques jours du putsch, alors que la junte était prête depuis des mois, Allende répétait avec obstination : **« Nous éviterons la guerre civile ». Et de devoir rappeler encore que Mitterrand lui-même dans son livre « Ma part de vérité » constate : « Lorsque le général de Gaulle a craint d'être battu en 65, de récentes confidences nous ont appris qu'il avait envisagé d'empêcher à tout prix l'accession à la présidence de la République de son concurrent direct. En mai 68, il a pensé mâter l'émeute par l'intervention de l'armée ».** Alors, de Gaulle était-il un fanatique ? Ou bien avait-il les intérêts et les haines de sa classe, dans la pure tradition de Barras, de Cavaignac, de Thiers, de Clémenceau...

3) « Il existe des moyens légaux, techniques, pour appliquer notre politique »... Pour empêcher la fuite des capitaux ? Pour empêcher le chantage de l'impérialisme ? Pour neutraliser les trusts ITT et compagnie ? Avec la loi et l'armée des patrons ? Mitterrand aurait dû souffler ces recettes légales aux ministres de l'Unité Populaire. Et au théoricien du PC chilien Teitelbaum qui écrivait : **« Avancer dans la légalité, c'est comme marcher sur un abîme. Mais c'est notre plus grande force... ».** Avant septembre 73 !

publicité

« CE QUE LES FEMMES PREFERENT »

de Jean-Pierre Bisson

au Théâtre des Amandiers de Nanterre
60, rue Greuze — 92 - Nanterre Tél : 204 18. 81

Ne pas être présent ces journées au théâtre de Nanterre, c'est ignorer par paresse un événement essentiel.
Michel Cournot, « le Monde »

Chirac

GISCARD REMERCIE CHIRAC

● Valéry Giscard d'Estaing, lundi 22 à Yvetot a rendu hommage à celui « qui appartient à cette génération d'hommes qui par leurs capacités, sont ou seront appelés à des responsabilités importantes dans l'Etat » Allons Chirac, ta carrière n'est pas finie.

Quand, pour la première fois, les Renseignements Généraux rendent public un sondage, qui donne Mitterrand gagnant au second tour s'il se retrouve devant Chaban, mais à égalité des voix si c'est face à Giscard, c'est Chirac qui est à l'origine de la « fuite ».

Quand, il y a une semaine, sort « l'appel des 43 » députés U DR appelant de leurs vœux une candidature Messmer et désavouant celle de Chaban-Delmas, laissant apparaître au grand jour l'éclatement de l'U DR, c'est Chirac qui est derrière. Il est le prototype parfait du « jeune cadre » que 15 ans dans les allées du pouvoir et une fidélité inconditionnelle à Pompidou ont amené à être l'un des chefs de l'U DR et un « homme fort » de la majorité.

Le 29 septembre 1959, il est mis en disponibilité à la disposition du Premier ministre, au secrétariat général pour les affaires algériennes. Il connait la question : il a passé deux ans en Algérie où il a commandé un escadron d'intervention.

Le 6 décembre 1962, il est chargé de mission au cabinet de Pompidou et on le retrouvera, le 7 avril 1967, au Secrétariat d'Etat aux Affaires sociales, le 31 mai 68, à l'Economie et aux Finances, puis à l'Agriculture, enfin à l'Intérieur, où il substitue à l'obsession imbécile de Marcellin, une efficacité...

Pendant les évènements de mai, il est partisan de la manière forte. Il sera chargé le 22 mai 1968 de rencontrer les responsables syndicaux dans une chambre de bonne du 19ème arrondissement, entretien qui préparera les négociations de Grenelle. Anticommuniste paranoïaque, Chirac ira à cette réunion, après avoir glissé dans la poche intérieure de son costume... un révolver !

AMBITION PERSONNELLE

Depuis la mort de Pompidou, il est à la pointedu combat contre Chaban-Delmas. Comment le comprendre ?

D'abord et ça compte pour les politiciens bourgeois ! une ambition personnelle. Il déclarait il y a peu **« Pompidou est pour moi ce que De Gaulle était pour lui »**, c'est-à-dire... un prédécesseur !

Ensuite, un calcul politique, Chirac a vu l'éclatement de l'U DR depuis mars 1973 et a sans doute compris que continuer à jouer au **« gaullisme sans De Gaulle »** relevait d'une gageure impossible. Après l'échec des tentatives de candidature Messmer, il se range directement dans les projets d'une bonne fraction de la bourgeoisie qui, derrière Giscard d'Estaing, travaille à terme à la constitution d'un nouveau parti bourgeois « classique », mettant un terme définitif aux prétentions à l'hégémonie de l'U DR. C'est la carte qu'il joue aujourd'hui, ce qui suppose l'échec de Chaban-Delmas... et permet d'espérer un bon, très bon poste ministériel (pourquoi pas le premier ?), si Giscard d'Estaing passe.

Pas désintéressé, l'homme au révolver !

Michel Saturnin

Les longues oreilles de Chirac

Le ministère de l'Intérieur vient de démentir les « informations hautement fantaisistes » sur l'installation récente de 3 000 écoutes téléphoniques supplémentaires. Curieux quand même qu'il ait fallu attendre huit jours pour démentir cette information, parue dans le Point du 15 avril. A moins que ce délai n'ait été nécessaire à Chirac pour vérifier si par hasard... depuis l'affaire du Canard Enchainé, les services de police prennent de telles initiatives ! Une chose est sûre : environ 5 000 écoutes fonctionnent quotidiennement (rapport de la commission sénatoriale de contrôle du 29 juin 73), et en toute légalité.

De toute façon Chirac se tient au courant : ses services opèrent des sondages réguliers de l'opinion publique. Le dernier, qui suscita les polémiques que l'on sait dans la majorité, a été effectué les 18 et 19 avril par un « Office Central des Sondages et Statistiques », dont le siège est situé FaubourgSt-Honoré à Paris. C'est à dire par les Renseignements Généraux. Des flics à domicile, qui vous demandent pour qui vous allez voter. Gageons que les fichiers du Ministère vont s'enrichir.

Royer à Nancy

UNE SEULE SOLUTION, LA MASTURBATION

● Jean Royer est un virtuose du « coïtus interruptus », c'est désormais du domaine public, depuis que sa brave épouse l'a révélé à un journaliste un peu futé qui s'étonnait qu'ils n'aient eu que quatre enfants. Lui-même le répète dans ses réunions à propos de contraception : **« Je suis pour la maîtrise masculine »**. Ce brillant technicien de l'accouplement a, dans le domaine de l'économie, des recettes foudroyantes de simplicité. N'a-t-il pas dit, lundi soir à la radio, que pour maîtriser l'inflation, il s'était opposé, comme ministre des PTT, à l'augmentation des timbres poste ?

Ce pître numéro un de la campagne révèle une sorte de génie en creux. Il n'en rate pas une. Mais l'on aurait tort de ne faire qu'en rire, fût-il encore – c'est impossible – plus ridicule. Ce n'est pas non plus son programme, fait d'un zeste de celui de Mitterrand (l'emprunt de 10 milliards), d'un zeste de celui de Giscard (les contrats professionnels) ou d'un zeste de celui de Chaban (la politique extérieure). Ce qui compte plus, c'est le public de ses réunions, les petits boutiquiers les vieux briscards de la croisade poujadiste des années 50, les spécule-petit de villages, les petits fraudeurs du fisc, les commerçants de province frustrés de la croissance, les exploitants agricoles des tenures familiales pris en laisse par les industriels de l'alimentation, les avocats et les médecins de campagne sans clientèle, toutes ces couches sociales composites, sans perspective, dont la tripe indignée crie vengeance. Vengeance contre Chaban à cause de son avoir fiscal. Vengeance contre Giscard qui jongle avec leurs impôts. A tout ce petit peuple, rassasié de Guy Lux, la presse et la radio gaullistes n'ont cessé depuis seize ans de présenter la gauche respectueuse de Mitterrand et de Marchais comme une horde de bolcheviks, au couteau entre les dents, transcendant sa frayeur jusqu'à l'hystérie... Alors apparaît Royer. Il leur offre des valeurs sûres : ordre, famille, patrie. Il est à leur niveau. Il les comprend.

Bien sûr, quand lundi soir à Nancy, la moitié de la salle crie **« une seule solution, la masturbation ! »**, c'est drôle, ça le met en rogne, lui qui se paye le luxe de citer Mao (**« Il faut enseigner au peuple ce que le peuple nous enseigne confusément »**), ou déplore **« le manque d'enthousiasme sur les stades français »**... Oui, justement, les stades...

Royer s'élève contre les accords d'Evian, et lorsque Pierre Lagaillarde est jeté en prison, Royer recueille chez lui la femme du fasciste étudiant.

LES EPOUSES MODELES

● Gadgets et publicité : les femmes des candidats sont photographiées, interviewées ; dans le style **« dis-moi qui tu épouses, je te dirai qui tu es »**« Le Figaro » du 22 avril publie une page entière sur le sujet. Micheline Chaban-Delmas déclare : **« Mes deux passions, Jacques et la nouvelle société »**, **« Je ferai ce que Jacques demandera. Je serai près de lui quand il le désirera. A la maison quand il le voudra »**.

Anne-Aymone Giscard d'Estaing, discrète et mondaine, confie : **« Ce n'est pas très facile d'être la femme d'un homme supérieurement intelligent. Je n'en fais certes aucun complexe, mais forcément, j'ai choisi de rester dans l'ombre »** ! Sous la photo de Pierrette Le Pen, on lit : **« J'aime voguer dansgereusement avec mon corsaire breton »** ; son homme l'a séduite parce qu'il sait se battre !! **« Il est venu vers moi, il m'a montré son œil tuméfié. J'ai eu le coup de foudre. Nous ne nous sommes plus quittés »**.

Sur Micheline Chaban-Delmas, « Le Figaro » : **« Jeune fille, elle se destinait à la médecine pour être au service des autres. Mais dès qu'elle a eu des enfants, elle s'est rendue compte qu'il fallait choisir, afin d'être vraiment disponible et au service des siens !... En se mariant avec le maire de Bordeaux, elle a épousé aussi un cerrain nombre de ses préoccupations sociales »**.

Et, dans la foulée de ces descriptions de femmes telles que la bourgeoisie les rêve, quelques mots sont dits sur l'éducationdes enfants, vue par les fascistes Royer et Le Pen. Rien d'étonnant à ce que Le Pen soit **« très strict sur l'éducation de ses filles. Pas de sorties avant 18 ans, pas de cours d'éducation sexuelle. Une tenue sobre et discrète. Jupes à plis et souliers plats »**. Quant à Lucienne, sans sourciller : **« Les enfants ? Ils ont été élevés en liberté surveillée »** ! Sans commentaire !

pointes rouges

BONNE CHANCE

■ *Monsieur Poher a reçu lundi 22 avril les 13 rapporteurs désignés par la commission nationale de contrôle pour les TOM-DOM. Le Président de la République, déclare un communiqué, compte « sur l'appui que les autoritéscompétentes leurs apporteront dans l'accomplissement de leur mission ». On se demande pour quelle raison il a pu apparaître nécessaire au Président par intérim de rappeler de telles évidence puisque MM. Debré et Stasi nous ont affirmé à plusieurs reprises, que tout se passait avec la plus extrême régularité.*

« GARDEREM PAS CHABAN »

■ *Quelques incidents ont eu lieu à l'occasion du meeting que Chaban-Delmas tenait à Rodez, le 22 avril au soir. A son arrivée sur la place de la Mairie, son service d'ordre a cogné sur des partisans du Larzac qui brandissaient des pancartes portant des slogans hostiles à l'extension du camps militaire du Larzac.*

A sa sortie, Chaban dût sortir sous les slogans « Garderem lou Larzac » (nous garderons le Larzac).

EXPULSION

■ *La procédure d'expulsion contre ASALA IDER, président de l'Association des marocains en France a été reportée annonce le comité de lutte contre la répression au Maroc :* **« Cette décision correspond à la mobilisation organisée estime le Comité. Nul doute qu'elle corresponde aussi à la période électorale pendant laquelle le pouvoir est prêt à toutes les manœuvres. Nous ne sommes pas dupes, la menace contre ASALA n'est nullement levée, ni les menaces qui au-delà de lui visent directement l'A.M.F.**

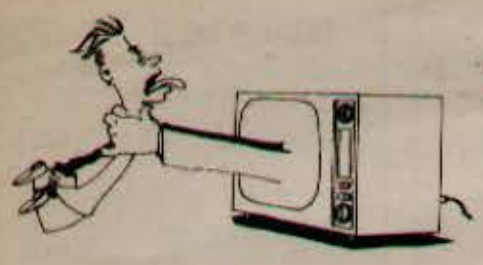
LES APPRENTIS PINOCHET

■ **« La natalité française est mise gravement en péril par la propagande anti-nataliste, l'avortement légalisé et la ruine de l'autorité familiale. Déjà, le faible solde positif de notre balance démographique est dû pour la moitié, soit aux naissances étrangères, soit à l'immigration »**. *Cette fois, ce n'est pas Royer qui parle, mais Le Pen (à la télévision le 22 avril). Sacrés immigrés, va : de chauds lapins, eux, au moins, qui ne s'embarrassent pas de la pilule et du stérilet, ces instruments barbares du XXème siècle. Ah, si tout le monde pouvait faire comme eux ! Vivre à dix dans une pièce unique par exemple.*

■ *Le Groupe Action Jeunesse (GAJ) revendique un attentat au cocktail Molotov contre le siège de la CGT au Havre, commis dans la nuit du 22 au 23. Les nervis déclarent que cette action* **« avait pour but de frapper d'une manière spectaculaire la CGT »**. *Quand on vous disait qu'il était temps que le mouvement ouvrier frappe de façon spectaculaire ces apprentis nazis...*

JUSQU'AU LIBAN !

■ *Non contents d'amuser la galerie française, Jacques et Valéry en décousent... jusqu'au Liban ! Ainsi, Chaban-Delmas a invité un journal libanais, « Al Anouar », à couvrir sa campagne électorale. Le journal en question a accepté parce que* **« conscient de la nature de la force qui s'emploie à liquider le gaullisme »**. *Serait-ce de Giscard qu'on parle là ? Lui a choisi « An Nahar », le plus important quotidien en langue arabe de Beyrouth. Il a déjà publié un article, sous le titre* **« Mon action s'inspirera de la similitude du destin de la France et des Arabes »** *alors que le même journal écrit* **« Chaban flirte avec Israël »**...



derrière la vitre

Hier soir à l'émission de Krivine

DES TRAVAILLEURS DENONCENT

Hier soir, mardi 23, au cours de l'émission d'Alain Krivine, trois travailleurs ont pris la parole : Jean, ancien mineur à Merlebach, Violette, employée de banque, André, travailleur à l'EGF-Brest. Avec ces trois camarades, c'étaient les luttes ouvrières récentes qui enfin crevaient l'écran de télé. Nous avons retenu quelques extraits de ce débat»

Jean : Quand un mineur, après avoir travaillé 20 ou 25 ans au fond, a les poumons pleins de charbon, on l'envoie au jour, à 92.000 AF par mois, catégorie de jour, sans aucune autre compensation. Tout simplement parce que les médecins des Houillères, payés par les Houillères, au lieu de le déclarer silicosé, le déclarent bronchitique ou asthmatique. Quand on voit que la moyenne de vie d'un mineur est de 57 ans et demie, que dans les 10 derniers mois, il y a eu 1 mort par mois, 10 morts en tout, moi, personnellement, j'appelle ça du meurtre ».

Violette : Si le travail dans les banques n'est pas salissant, il est abrutissant. Les conditions de travail, le manque d'effectifs, la semaine de 40 heures qu'on a peut-être gagnée en 68... mais il y a encore des services qui font 50 heures par semaine, les salaires d'embauche à peine supérieurs à 1000 F, 60 % de femmes dont le salaire est inférieur à celui des hommes, à travail égal, à cause de leurs congés maternité. (L'auto-organisation des travailleurs s'est développée sous forme de comités de grève :) La première organisation, c'est les commissions de travail, de presse, de relation avec les banques. Mais on peut dire ce soir que jamais les communiqués ne sont passés à la télé et, petit à petit, ça a été la prise en charge de la grève par les grévistes et c'est comme ça que sont apparus les comités de grève regroupant les syndiqués et non syndiqués. Même L'Humanité a reconnu au début les comités de grève qui étaient représentatifs, élus dans les services démocratiquement.

André : Il est important d'insister sur cette nouvelle démocratie qui trace des perspectives vers la démocratie réelle dans le système socialiste que nous voulons construire... Le pouvoir aux travailleurs ne peut devenir une réalité concrète que si il s'appuie sur des comités de ce type, élus par les travailleurs et contrôlés en permanence par eux. Toutes les tendances du mouvement ouvrier peuvent y faire leurs propositions, mais en tout état de cause c'est les travailleurs dans leurs assemblées générales, dans leurs comités élus qui prennent la décision finale. Cela n'a rien à voir avec une délégation permanente de pouvoir. Les travailleurs sont capables d'appliquer une telle démocratie contrairement à ce que dit Edmond Maire quand il affirme que Piaget n'est pas capable de s'occuper des affaires politiques. Ou alors il est malhonnête ou alors il n'a rien compris au caractère de la candidature Piaget. Il n'est pas question en la matière de gérer les affaires du gouvernement bourgeois mais simplement de dire aux travailleurs qu'ils étaient capables de gérer les affaires d'un Etat socialiste, tout aussi bien que les camarades de Lip ont géré leur propre lutte. Juin 36 a donné une grande leçon au mouvement ouvrier, tout au moins pour ceux qui savent en tirer les leçons. Les 40 h, les congés payés n'ont été arrachés par les travailleurs que parce qu'ils étaient en lutte, parce qu'ils ont occupé leurs usines, après les élections... Déjà, les camarades de Lip ont démontré que les patrons n'étaient pas nécessaires pour le fonctionnement des usines. Si Mitterrand est élu, il ne faut pas oublier que prendre le gouvernement ne signifie pas prendre le pouvoir. Non seulement il ne peut y avoir de trêve, mais l'action de la classe ouvrière doit s'accentuer considérablement dans la période actuelle. Si c'est la droite qui est élue, que le président sache que nous n'attendrons pas les élections de 1978 pour régler nos problèmes. Le 1er mai, en faisant de ce jour une journée de lutte, de manifestations, nous montrerons ce que nous pensons de la trêve. Ce sera un bon début. Nous ne pensons pas que Chaban ou Giscard changeront notre vie. Mais nous sommes sûrs que les travailleurs changeront la vie de Giscard ou de Chaban.

souscription

La campagne des révolutionnaires, la bataille du « QUOTIDIEN ROUGE » nécessite de l'argent, beaucoup d'argent. Les révolutionnaires n'ont ni caisse noire, ni fonds secrets. Ils ne peuvent compter que sur le soutien financier des travailleurs et des sympathisants. Engageons la bataille financière après la bataille politique.

OBJECTIF : 500.000 F
déjà atteint : 230.000 F

CCP — PARIS 4501/42
à l'ordre de Pierrette Chenot.

ENSEIGNANTS DU TECHNIQUE

La Taupe Rouge CET organise une réunion-débat
VENDREDI 26 avril à 20 h
à Jussieu Tour 34 (itinéraire fléché)
sur le thème :
« Les révolutionnaires, les élections et les perspectives de lutte,»

VOUS VERREZ LEURS BINETTES...

PASSAGES RADIO (FRANCE-INTER)			
MERCREDI 24	**12h 05**	**A. KRIVINE**	**(8 minutes)**
	19h 20	**A. LAGUILLER**	**(9 minutes)**
VENDREDI 26	**19h 20**	**A. KRIVINE**	**(9 minutes)**
	12h 05	**A. LAGUILLER**	**(18 minutes)**
PASSAGES T.V.			
JEUDI 25	**13h 05**	**A. LAGUILLER**	**(8 minutes)**
	20h 35	**A.KRIVINE**	**(9 minutes)**
SAMEDI 27	**13h 05**	**A. KRIVINE**	**(8 minutes)**
	20h 35	**A. LAGUILLER**	**(18 minutes)**

TOURNER LA LOI

La légalité bourgeoise n'en est pas à une hypocrisie près.

La commission de contrôle du Conseil constitutionnel avait refusé l'accès à la télé aux militants ouvjiers du F.C.R. et des groupes taupes.

Ils ont donc du emprunter pour quelques minutes, le temps d'une émission, une carte et le sigle PSU, avec l'accord de cette organisation.

C'est ainsi qu'ils ont pu apparaître sur l'écran.

Achetez vos bouquins à la librairie Rouge 20 % moins cher

QUELQUES TITRES

- **Léon TROTSKY sur la 2ème guerre mondiale 20 F (au lieu de 25 F)**
- **Léon TROTSKY, la Guerre et la Révolution, 75 F (au lieu de 95 F)**
- **Michel FIELD, l'Ecole dans la rue, 9,60 F (au lieu de 12 F)**
- **Arlette LAGUILLER, Moi une militante, 15,20 F (au lieu de 19 F)**
- **René DUMONT, l'Utopie ou la Mort, 17,60 F (au lieu de 21 F)**
- **PIAGET, Lip, 12,50 F (au lieu de 15 F)**
- **Alain KRIVINE, Questions sur la Révolution, 18 F (au lieu de 23 F)**
- **Léon TROTSKY, Classique Rouge : Sur la Question juive et le Sionisme, 4 F**
- **La revue CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE**
- **Les journaux et brochures des sections de la IVème Internationale**
- **CROSSE EN L'AIR No 5**
- **Karl LIEBKNECHT, Militarisme, Guerre et Révolution**
- **Daniel GUERIN, Front Populaire, Révolution manquée**
- **Léon TROTSKY, Où va la France ? , 10 F**

MEETING F.C.R. JEUNESSE SCOLARISEE — PARIS

Mercredi 24 avril : 12 h 30, Fac de Jussieu
12 h 30, Fac de Pitié
14 h, Fac de Tolbiac
20 h, ENSET, Bagneux

Jeudi 25 avril : 12 h 30, Lycée St Louis
16 h 39, Lycée Henri IV
16 h, Fac de Bobigny

MEETING F.C.R. VILLES — QUARTIERS

Mercredi 24 avril : Alençon

Jeudi 25 avril : Caen, avec Alain Krivine
Toulouse
Troyes
Orsay les Ulis, Maison pour tous — 20 h 45
Corbeil, 20 h

Vendredi 26 avril : Lyon avec Alain Krivine

JOURNAUX POUR VENTES MILITANTES

1) Nous envoyons seulement des paquets de quotidien à partir de 50 exemplaires et par fraction de 50.

2) Ces paquets seront envoyés au dépositaire local des NMPP

3) Il faut donc nous téléphoner (avant 12 h) :
— le nombre d'exemplaires commandés
— le nom du destinataire
— le nom et l'adresse du dépositaire local NMPP

4) Le destinataire n'a rien à payer au dépositaire NMPP ; l'argent de tous les journaux vendus doit être envoyé TOUS LES JOURS par chèque bancaire à l'ordre de « Le Quotidien Rouge » (le Quotidien Rouge, 10, impasse Guéménée — 75004 PARIS)

5) Pour les commandes inférieures à 50 exemplaires, les acheter directement au dépositaire.

4 ouvrières de « motorola » (Toulouse) racontent

«OPERATRICES» DANS UNE USINE «PILOTE».

« A L'EMBAUCHE L'ESPRIT MOTOROLLA »

Monique (18ans) : Quand je suis rentrée, on m'a posé des questions sur ma famille, ce que je comptais faire à Motorolla, ce que je faisais le dimanche. Ils ont vu que je portais une chainette autour du cou, alors ils m'ont demandé si j'étais fiancée, ce que je faisais avec mon fiancé, s'il était avec moi à Toulouse.

Jacqueline (22 ans) : Moi, quand on m'a embauchée, il y a 2 ans, on nous posait aucune question. Mais en octobre on a fait grève et quand ils ont vu qu'autant de filles s'étaient mobilisées, ils ont pris peur. Et maintenant, dès qu'ils embauchent une fille, ils lui posent des tas de questions ; ils cherchent à lui faire peur. Ils essaient d'embaucher du personnel... comment on appelle ça... du personnel non combatif, qui mène une vie paisible et tout ça, et qui ne se mettrait pas en grève, quoi !

« 8 HEURES D'AFFILEE SUR LES 'BINO' »

« 26.000 PIECES PAR JOUR »

Nicole (22 ans) : Il y a plusieurs lignes de machines différentes et on nous explique que c'est pas du travail à la chaine à Motorolla, que c'est une usine moderne, que c'est du travail sur des lignes, que les ouvrières ne sont pas ouvrières mais des opératrices. Et on a un certain nombre de pièces à faire par jour, ce qui revient au même, mais que si on ne les fait pas, on ne fait pas le rendement et après on est soit « avertie », soit... de toute façon, on est sanctionnée. Au bout de trois avertissements, c'est la porte.

Jacqueline : On n'a pas le droit de lever la tête du bino (le bino c'est une sorte de microscope, peut-être moins fort, qui nous sert à grossir les pièces). Parce qu'on travaille sur de très petites pièces et à l'œil nu on ne pourrait pas faire les soudures ni rien... alors on est obligée d'avoir un binoculaire. Et on passe 8 heures d'affilée dessus. Et on n'a pas le droit de lever la tête ou de parler, parce que de toute manière, si on le fait, on perd du temps et du rendement. C'est ce qui me déplait le plus dans ce travail.

« 10 MINUTES DE PAUSE A RATTRAPER »

Jacqueline : Il y a des pauses de 10 minutes, toutes les deux heures, mais ces pauses sont rattrapables. C'est à dire qu'il faut les ratrapper dans le rendement. Il n'y a que la pause repas qui n'est pas rattrapable : on a une demi-heure pour manger mais au moins 10 minutes de queue à la cantine.

Françoise : Moi, j'ai un enfant et je suis mère célibataire. Avec les horaires qu'on a, une semaine l'équipe du matin (6 h à 14 h), une semaine l'équipe de l'après-midi (14 h à 22 h), ça n'est pas possible de trouver une crèche. Je dois rester chez ma mère pour faire garder le gosse.

« DE 18 A 21 ANS, UN CAP OU LE BAC »

Nicole : La moyenne d'âge, c'est 24 ans en comptant l'encadrement et toute l'usine. Mais si on compte la moyenne d'âge des opératrices, on a entre 18 et 21 ans, parce qu'on sort du lycée ou alors on a un CAP. Il y en a pas mal qui ont leur CAP de couture. On est à Motorolla parce qu'on ne trouve pas de travail ailleurs. Là, on nous utilise parce qu'il faut un travail minutieux, agile. La plupart des filles qui sont là ont le EEPC ou même le bac. J'ai une fille sur ma ligne qui a le bac de philo.

Monique : Ce qu'il y a c'est que celles qui ont un certain niveau, elles restent là, en attendant, le temps de trouver une place ailleurs.

Nicole : La majorité restent le temps de leur contrat et puis elles s'en vont. Un contrat, ça dure 4 mois. Il y en a qui ne tiennent pas jusque là. Elles s'en vont avant.

« DEPARTS FORCES »

Jacqueline : Parce que c'est un travail épuisant. On y laisse la vue. Quand on reste des heures d'affilée penchée au dessus des pièces qui passent devant soi, comme ça, qu'on ne peut pas bouger la tête, ni parler, ni rien du tout, on finit par être très épuisée. Il y en a qui attrapent des crises de nerfs, des dépressions nerveuses. C'est inévitable.

Nicole : Et dans la mesure où on est sous contrat, si on ne fait pas son rendement, au bout du contrat on est renvoyée.

« 30,% DE MERES CELIBATAIRES »

Jacqueline : Il y a une grande partie des filles à Motorolla qui sont mères célibataires. 30 % au moins. C'est pour ça qu'elles restent là, parce qu'elles sont vraiment toutes seules et qu'elles ne peuvent pas se permettre de quitter ce travail et d'en chercher un autre sans avoir un trop grand trou.

« 110.000 F A L'EMBAUCHE »

Nicole : Il y a beaucoup de filles très jeunes qui ne sont pas mariées. Elles travaillent là en attendant. Elles sont obligées d'habiter chez leurs parents, parce qu'avec ce salaire là, elles ne peuvent pas se payer un loyer. Tu penses, 110.000 F à l'embauche !

« LES CHEFS ET LES GAMINES »

Françoise : Ils sont très rares dans les équipes de jour. C'est des mécanos pour la plupart. Ils arrangent les machines quand elles tombent en panne. Ils sont dans l'équipe de nuit, sinon (il n'y a presque pas de femmes dans l'équipe de nuit, de 20 h à 6 h). Mais la majorité des hommes c'est les contre-maitres, les ingénieurs, les techniciens. Et puis ils sont mieux considérés, premièrement.

Jacqueline,: On leur parlera autrement qu'à nous. Des fois on nous a bien traitées de gamines, de petites merdeuses. On n'ira pas le leur dire à eux !

Nicole : Moi, quand j'ai été embauchée, y avait le contre-maitre qui me tirait les cheveux. Et ça il se permettrait pas de le faire à un homme.

Jacqueline : Moi, sur ma ligne, le contre-maitre, il a essayé de draguer presque toutes les filles. Et toutes elles l'ont envoyé à la pêche. Et il s'en est fait repentir.

« REVEILLEES DEPUIS LA GREVE »

Jacqueline : Depuis deux ans que je suis à Motorolla, il y a eu une fois des réactions contre les contre-maitres. Et des filles très jeunes. Parce que passé un certain âge, même 23 ans, elles préfèrent ne pas réagir. Certainement parce qu'elles ont une famille, qu'elles ont absolument besoin de travailler. Mais une fois, justement, après la grève, les filles, ça les avait un peu réveillées. Et le contre-maitre au lendemain de la grève leur avait demandé de venir travailler le samedi. Elles ont toutes refusé parce qu'elles pensaient qu'elles n'avaient pas à travailler le samedi pour augmenter leur salaire. C'était au tapis, justement le travail le plus fatigant. Et elles ont dit non. Le contre-maitre a cherché tous les motifs pour leur donner une sanction : comme quoi elles avaient fait un mauvais conditionnement des « puces », qu'elles avaient sorti un mauvais travail. En plus de ça, elles se moquaient de la monitrice qu'elles ne respectaient pas. Les filles ont voulu se défendre. Elles ont refusé de signer les avertissements. Ça s'est conclu que le contre-maitre, comme elles demandaient les motifs des avertissements, il a mis sa veste et il est sorti de la réunion.

« UNE COMMISSION FEMMES »

Nicole : Avant, il n'y avait que la CGT contre« Unité ». Mais avant la grève, il n'y avait pas de filles dans les syndicats alors qu'on est les 3/4 du personnel. Moi, je suis rentrée à la CFDT au moment où elle s'est créée, à la suite de la grève. Je suis à la commission femmes parce qu'on pense qu'à Motorolla, vu les relations qu'il y a dans le travail avec les hommes, même avec les délégués syndicaux, c'est impossible qu'un délégué syndical masculin ait les mêmes discussions qu'une femme avec une ouvrière. C'est toute une mentalité. On a essayé de réunir les filles, bien que ce soit difficile à cause des horaires de travail. Une fille d'une équipe ne peut pas connaître une fille d'une autre équipe.

« POUR REGLER LES PROBLEMES QUE LES DELEGUES NE CONNAISSENT PAS »

Nicole : On essaie de discuter des problèmes de lignes, qui sont des problèmes d'ouvrières et de femmes. Parce qu'on est exploitées comme ça, parce qu'on est des femmes. C'est difficile parce qu'à Motorolla les contre-maîtres ne s'adressent pas directement à nous. C'est des monitrices qu'on a sur le dos toute la journée et qui reçoivent leurs ordres des contre-maitres.

Jacqueline : Même les délégués qui travaillent dans les équipes de jour ne font pas le même travail que les opératrices. Ils n'ont pas les mêmes rapports avec la maitrise, ce sont des problèmes qu'ils ne connaissent pas. Ils ne sont jamais abordés comme nous par la maitrise. Ça, ce sont des problèmes que les filles doivent régler elles-mêmes, en en parlant elles-mêmes.

Françoise : C'est un besoin. A une projection du film sur « Histoire d'A » où des filles de Motorolla étaient venues, à Bellefontaine, on s'est aperçues tout de suite que toutes les filles qui ont parlé, c'était sur leurs problèmes de « ligne », on a tant de mal à en parler dans l'usine, que dès que l'occasion se présente, ça démarre là-dessus. Même dans une réunion qui n'était pas au départ sur ces problèmes précis.

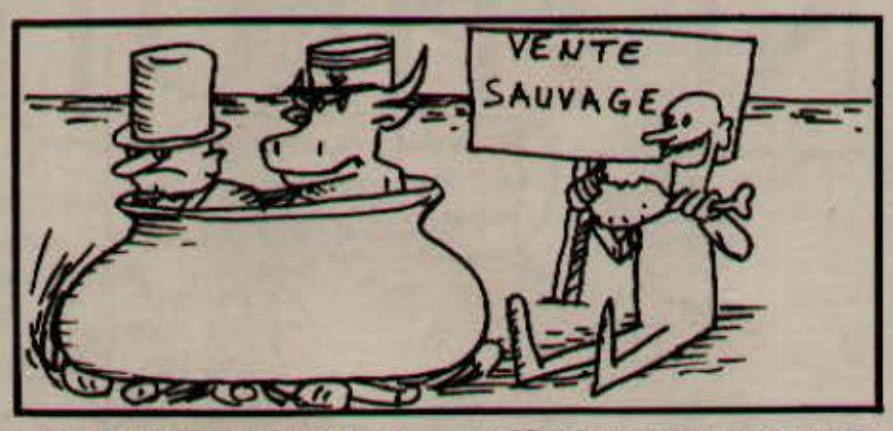
PALAIS DES SPORTS
POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS
NI TREVE NI COMPROMIS
lundi 29 avril
20 H 30
avec notamment
Krivine
membre du BP du FCR
Jules Fourrier, ancien député communiste du Front Populaire, ouvrier maçon
Daniel Bensaïd, directeur du quotidien Rouge
meeting du Front communiste révolutionnaire

contre la hausse des prix

le comité d'action paysans travailleurs de Stenay

« LES TRUSTS DE DISTRIBUTION PILLENT LES PAYSANS »

Stenay, petite bourgade apparemment tranquille de la Meuse. 5000 habitants, deux usines, un lycée-CET-caserne. A l'occasion de la journée du 6 décembre, les syndicats locaux décident d'une réunion-débat. Pas de gros laïus, la parole à la salle. Sont réunis là des ouvriers de la papeterie et de la fonderie, des enseignants et aussi une dizaine de jeunes agriculteurs de la région. La discussion s'engage sur la vie chère. Un des paysans prend la parole. Il raconte sa vie quotidienne, celle de ses camarades : des journées de 12 à 14 heures, pas de vacances, les traites du tracteur. Il dit aussi sa volonté de lutter avec les ouvriers. Dans la salle, un enseignant propose alors la constitution d'un comité contre la hausse des prix.



LA MOITIE DE PAYSANS

Il regroupe au départ 30 personnes dont la moitié de paysans, des ouvriers, des ménagères et même un petit commerçant. Son but : « **contrôler les prix dans les commerces d'alimentation, répertorier les hausses, connaître les marges bénéficiaires, et après faire connaître à la population les résultats de ces enquêtes** ». Mais, poursuit Jacques, l'un de ses participants, « **immédiatement le problème qui est apparu le plus important c'est celui des paysans** ». En effet, la composition même du comité l'amène à organiser une vente sauvage de viande. Une manière de démontrer l'importance des bénéfices des sociétés de distribution de la viande.

UNE PLAQUE DE LINOLEUM

Il faut annoncer cette vente. D'autres doivent avoir lieu dans les villes du département, à Verdun notamment. Le comité de Stenay décide d'éditer une affiche. Le matériel : on grave en relief une simple plaque de linoléum puis on l'enduit de peinture et on pose le papier dessus !

La vente est un succès : plusieurs dizaines de paysans viennent aider, voir, discuter, les ménagères apportent leurs gros cabas. Deux bœufs sont dépecés, pesés, vendus en quelques heures. Le but est atteint : « **tout en payant un prix plus élevé aux paysans — 10,80 F le kilo au lieu de 9 F —, on a prouvé qu'il était possible de vendre moins cher de 30 à 33 % suivant les morceaux** ». Le comité distribue un tract : « **les trusts de distribution pillent le paysan de tous côtés** ». Des exemples précis sont donnés. Au-delà de la bonne affaire, les « clients » prennent conscience des scandales du circuit de distribution de la viande.

LES DIFFICULTES DU COMITE

Malgré ce succès, aujourd'hui le comité a perdu presque tous ses participants non paysans. Pourquoi ? « **Les ouvriers du comité, deux délégués syndicaux, sans désapprouver l'initiative, n'ont pas amené leurs camarades. Ces derniers se reposaient peut-être trop sur eux. Les ménagères de cette petite ville ont manifesté un peu de crainte, certaines disant « c'est une affaire d'hommes ». L'isolement aussi... »**

Jacques ajoute : « **Il faudrait quelque chose d'extérieur pour que ça reparte** »

— « Quoi ? »

— « **Quelque chose comme Lip, le Joint, un mai 1968. Malgré ces difficultés, l'expérience n'est pas négative. C'est ce type d'organisation qu'il faut pour qu'un double pouvoir ne s'instaure pas seulement dans les usines, mais aussi au niveau de l'activité générale. Ce comité c'est déjà un lien qui existe. Ce lien, il se rétablira peut-être très bientôt !** »

A L'APPEL DU COMITE LARZAC PARIS, EN PRESENCE DE PAYSANS DU LARZAC
MEETING SUR LE LARZAC A LA MUTUALITE JEUDI 20 h 30

rateau-la courneuve

LE DERNIER CHANTAGE

« **La situation de Rateau est particulièrement grave, voire dramatique, et il ne nous reste que quelques jours pour savoir si l'entreprise peut être sauvée.** »

« **Nous ne pouvons aller plus loin. Nous sommes au point de non-retour. C'est le problème de l'emploi de 1800 personnes qui est posé.** »

C'est Glasser, le PDG de l'Alsthom qui avait lancé cet ultimatum lourd de menaces, lors d'une conférence de presse tenue lundi. Comme Giscard l'avait déjà fait à Lip, il énonce un véritable diktat : reprenez à mes conditions, ou c'est le sort de tout le personnel qui sera remis en question.

Le chantage était clair. Il est resté sans effet. Les Rateau se rappellent trop bien comment il avait, au début des négociations, présenté les 334 licenciements prévus comme « obligatoires », « inévitables ». Depuis, la direction a dû reculer, concédant :

* que l'essentiel des bâtiments soit conservé (sauf l'atelier Ouest qui serait maintenu sans aucune activité)
* que s'effectue la reconversion de 205 travailleurs (licenciements avec reclassements dans l'entreprise, et départs en retraite)
* que le programme d'investissements soit de 33,2 millions entre juin 74 et début 76 (elle proposait au début 1 million 825 pour 74)
* que le maintien en activité de l'entreprise soit maintenu pour cinq ans.

DR.

Ces reculs de la direction sont réels ; mais ils ne sont pas la satisfaction de tout ce qui avait été demandé.

Or, les grévistes en sont maintenant à leur 11ème semaine de lutte. Appuyés par un énorme mouvement de solidarité nationale, à quelques jours de la journée du 26 de soutien à Rateau, ils ne sont pas prêts à céder à un ultimatum patronal. Surtout dans le contexte politique.

Le but est bien maintenant d'obtenir de nouvelles concessions de la direction. Mais il y a autre chose : la CGE est un des neuf trusts que le Programme Commun prévoit de nationaliser. Et l'on commence à penser qu'il y a une petite chance pour que d'ici quelques semaines, Glasser ne soit plus le patron... La bataille pour l'expropriation pure et simple de la CGE, sans indemnité ni rachat pourrait bien alors être à l'ordre du jour.

F.L.

ils ne respectent pas la trêve

BESANÇON : ÇA BOUGE DANS PLUSIEURS USINES

Depuis la réunion paritaire entre le patronat de la métallurgie-horlogerie et les syndicats, qui ne fut qu'une mascarade, une série de mouvements de grève se déroulent ou se préparent dans ce secteur :

— **Usine Bourgeois-découpage** *: depuis lundi 22, grève au montage et aux presses sur 1500 F brut minimum, prime de vie chère de 200 F, échelle mobile, prime de panier et de transport. Les syndicats des autres usines de découpage auxquelles pourrait être confié du travail supplémentaire en provenance de chez Bourgeois ont déjà annoncé qu'ils refuseront de briser la grève de leurs camarades.*

— **France-Ebauches :** *depuis une semaine, grève d'une partie du personnel pour l'échelle mobile, plus 4 %, les 1500 F brut minimum, la prime de transport.*

— **Dans le textile, à la Rhodiacéta** *: les débrayages pour l'obtention des 5 x 8 se poursuivent depuis plusieurs semaines.*

50.000 TRAVAILLEURS COOP APPELES A LA GREVE LE 26 AVRIL

La fédération FO de l'alimentation a décidé de lancer pour le 26 avril, un ordre de grève de 24 heures au personnel des sociétés coopératives de consommation.

PTT-PARIS 128 : GREVE SUR LES EFFECTIFS

Contre la pénurie de personnel savamment orchestrée par l'Administration dans tous les PTT, qui accélère les cadences et détériore le service, l'ensemble du personnel du bureau Paris 128 a débrayé hier à l'appel de la CFDT. On n'a relevé qu'un seul non gréviste : un inspecteur central, délégué FO (il avait d'ailleurs attaqué la section CFDT en justice, s'estimant diffamé par un tract !)

CNAF-PARIS : CONTRE LE DEMANTELEMENT

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales a décidé de supprimer la section Animateurs de l'Ecole d'Action Sociale qui forme des travailleurs sociaux. Motif : les animateurs ne sont plus embauchés par les caisses départementales.

A l'appel des travailleurs sociaux syndiqués et non syndiqués, une journée de grève, reconductible éventuellement, était prévue hier mardi.

Envoyez motions et pétitions.

Travailleurs sociaux en formation 36 rue de Lisbonne 75008 PARIS

BLOUSES BLANCHES EN COLERE !

A l'appel des élèves infirmières de la Croix Rouge, une assemblée générale inter-écoles a réuni 15 écoles de la région parisienne. Le mouvement se développe en province (Rennes, Strasbourg, Amiens).

Une manifestation aura lieu jeudi 25 avril à 15 heures
du métro Denfert-Rochereau
à l'hôpital de la Salpétrière
où se tiendra une AG de toutes les élèves et une conférence de presse vers 17 h 30.

BRINKS: ÇA CONTINUE

Depuis le 28 mars, les 600 ouvriers de l'entreprise Brinks (transports de fonds) sont en grève pour 150 F d'augmentation pour tous et la garantie du pouvoir d'achat. Malgré l'utilisation systématique des forces de police — qui sont intervenues 8 fois depuis le début de la grève pour essayer de casser le mouvement —, ils tiennent bon. Lundi matin, les délégués syndicaux s'étaient rendus au secrétariat aux transports ; mais l'entrevue n'avait rien donné.

VERNON SAMM : GREVE AVEC OCCUPATION

Depuis le 19 avril, la SAMM — une usine employant 500 travailleurs, qui fabrique des tourelles de chars — est en grève.

La grève est soutenue par les syndicats CGT-CFDT-CGC. L'usine est bien gardée et l'occupation effective.

Le conflit est parti sur les salaires. On gagne ici 1170 F par mois, avec des discriminations inadmissibles entre hommes et femmes, et selon le poste de travail.

Jusqu'ici le patron a refusé toute discussion, tant que la « liberté du travail » ne serait pas rétablie ; il a même fait appel à un huissier. La lutte prend l'allure d'une épreuve de force.

La solidarité sur les autres entreprises de Vernon, ainsi que dans les lycées et les CET, est maintenant décisive.

COMELA : POUR 1400 F MINIMUM

Depuis le 2 avril, 200 travailleurs de la Comela à l'Arbresle (près de Lyon) sont en grève illimitée. Ils réclament 1400 F minimum base 40 heures, la prime de transport et la création d'une ligne de bus. Dans cette filiale de Berliet, créée il y a deux ans, c'est la première lutte d'ampleur. Le patron de choc de Berliet a refusé jusqu'ici toute négociation avec l'intersyndicale CGT-CFDT ; il y a envoyé les flics (4 cars : 150 gendarmes) déloger les piquets mercredi dernier. Mieux : les forces de l'ordre ont « campé » devant l'usine jusqu'à vendredi, protégeant les allées et venues des camions Berliet, déménageant des pièces et même des machines aux dires du patronat. Malgré ces mesures d'intimidation, 80 % du personnel ouvrier tiennent bon.

SOLIDARITE **Société Générale l'Arbresle**
Compte N° 3652-0779

NOUVELLE GREVE A SHELL—CHIMIE DE BERRE

Le personnel des quarts, qui avait débrayé il y a quinze jours pour une augmentation des salaires, une revalorisation du pouvoir d'achat et la garantie de l'emploi, est reparti lundi en grève pour quatre jours.

Wilson et le Chili

LE DILEMME D'UN SOCIAL- DEMOCRATE

● Wilson est bien embarrassé. A peine élu, le voilà obligé de choisir entre son rôle de gestionnaire du capitalisme britannique et certaines des déclarations électorales des travaillistes. L'affaire est d'autant plus gênante pour lui qu'il s'agit du Chili.

Il y a plusieurs années, la marine chilienne – qui était alors **« une des plus démocratiques du monde »** comme chacun sait – a passé une très grosse commande aux chantiers navals d'outre-Manche : deux frégates ultra-modernes et deux sous-marins. Malheureusement, la livraison de ce matériel n'a pu se faire avant le 11 septembre... ce qui aurait simplifié les choses ! Depuis le coup d'Etat à Santiago et notamment durant la récente campagne électorale, l'un des thèmes de la campagne électorale de solidarité avec le Chili menée en Grande-Bretagne a été : Pas d'aide aux militaires chiliens ! Embargo sur le matériel de guerre pour les bourreaux chiliens !

Les militants de la gauche travailliste dont plusieurs députés siégeant aujourd'hui aux Communes, et même de futurs membres du cabinet Wilson, ont appuyé cette campagne. Pourtant, l'une des premières décisions de ce même gouvernement Wilson a été d'autoriser la livraison des quatre navires maintenant terminés à la marine chilienne. Il fallait rassurer le capital et puis, vu les difficultés de l'économie anglaise, pourquoi se priver d'une si bonne affaire... La campagne a alors repris, donnant un nouvel élan au mouvement de solidarité avec les travailleurs chiliens.

POUR L'EMBARGO

Plus d'une centaine de députés travaillistes ont même pris position contre la livraison des navires, mettant Wilson dans une situation délicate à l'intérieur de son parti.

Bien sûr, si l'affaire venait devant le Parlement, Wilson obtiendrait une majorité (une nouvelle majorité !) en faveur de la livraison, grâce à l'appui unanime des conservateurs. Mais le débat sur cette question a pris une telle importance qu'il apparaît bien difficile au premier ministre de Sa Majesté de faire une telle opération.

D'autant que la campagne sur l'embargo prend de nouvelles dimensions. Les travailleurs de Rolls Royce notamment ont décidé de ne plus assurer la réparation des moteurs d'avion équipant la force aérienne chilienne. Huit moteurs attendent actuellement d'être réparés dans les usines britanniques, clouant indéfiniment au sol autant d'avions militaires chiliens, **ceux-là mêmes qui ont joué un rôle décisif dans le coup d'Etat en bombardant la Moneda ; ceux-là mêmes également qui ont bombardé et massacré des villages entiers dans le sud du pays, en novembre, pour « réduire des foyers de guerilla ».**

« La réputation de l'industrie britannique risque d'être ternie par de tels actes, des marchés risquent de nous être dorénavant fermés » a déclaré récemment un porte-parole du patronat britannique face à cette mobilisation internationaliste des travailleurs de Rolls Royce.

Wilson est d'autant plus embarrassé que ses soi-disant qualités d'habile manœuvrier ne lui seront pas d'une grande aide. Il lui faudra choisir – et brutalement –. Ou bien gérer les intérêts du capitalisme britannique et renforcer l'arsenal de Pinochet, ou répondre aux mobilisations des travailleurs, du mouvement de solidarité avec le peuple chilien.

Pas une arme, pas un sou pour les bourreaux du peuple chilien !

israël

RABIN MAL ELU

● Par 298 voix contre 254 à Shimon Peres, **Itzhak Rabin** a été chargé par le parti travailliste Mapaï de former un nouveau gouvernement. L'homme est connu. Membre du commando d'élite **Palmach** pendant la guerre de 1948, il monte dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état major en 1963. A ce titre, il dirige l'agression sioniste de 1967. Les officier généraux israeliens déclarent qu'il est « le plus grand stratège qu'Israel ait jamais eu ». Tout un programme pour un Etat expansioniste comme l'Etat hébreu.

Quittant l'armée après la guerre des 6 jours, il se lance dans la politique. Il fait partie de cette génération d'officiers qui s'incruste à tous les niveaux, politique, économique, financier en Israel.

Aujourd'hui, ce baroudeur de toujours se présente comme une « colombe » dans son parti.

C'est cela qui lui vaut depuis plusieurs jours les attaques de l'extrême droite et des journaux **Haaretz et Maariv** qui l'accusent d'avoir eu une dépression nerveuse à la veille de la guerre de 67 et de ne pas être l'homme de la situation en cette « période difficile ».

La presse israélienne du 23 donne à Rabin le baiser de Judas. Se félicitant de son élection, « Yedioth Ahoronoth » lui demande de former un gouvernement d'union nationale (avec l'extrême-droite).

Quant à « Maariv », il affirme que de nouvelles élections restent l'hypothèse la plus probable, le temps ou tout candidat du parti travailliste au poste de Premier ministre était certain d'être élu, étant révolu.

Ces contradicteurs seront sans nul doute vite rassurés. Le nouveau dirigeant déclarait dès son élection :

« Nous resterons extrêmement sensibles aux arguments et aux positions de nos amis et en tout premier lieu des Etats-Unis. Mais notre préoccupation essentielle sera notre survie, même si nos positions risquent de ne pas être comprises ou de déplaire », « Israel est aussi la patrie de tous les juifs du monde et son influence doit aller très au dela de ses frontières »

Donc un sioniste convaincu qui a fait ses preuves et les fera encore au service de la cause sioniste. On peut lui faire confiance pour la spoliation des masses arabes, l'oppression du peuple palestinien et pour assurer le rôle de gendarme impérialiste dans la région.

R. Brestar.

sud-vietnam

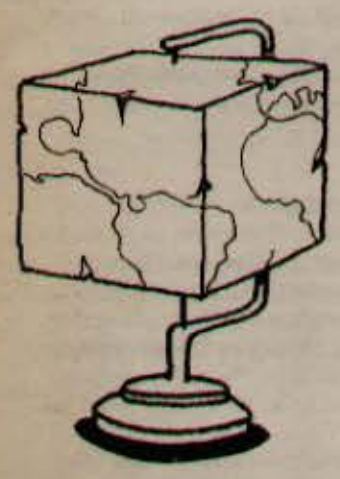
la bataille des communications

● Le 12 avril, le GRP rasait la base fantoche de Tong Le Chan, enclave dans la zone libérée à environ 80 km au nord de Saïgon. En représaille contre les opérations constantes d'empiètements poursuivies par l'armée saïgonnaise. Depuis la région de Loc Ninh, principale ville tenue par le GRP, a été bombardée quatre jours durant. Saïgon a suspendu « sine die » la conférence de la Celles Saint Cloud. La base de Tan Son Nhut, où les représentants du GRP et de la RDVN auprès de Saïgon sont logés, a été coupée de toutes relations avec Loc Ninh. De durs combats ont éclaté au sud d'An Loc, sur les Hauts Plateaux, près de la frontières cambodgienne où des postes fantoches ont du être abandonnés et dans la province côtière de Binh Long.

La poursuite des combats par Thieu s'explique de façon générale par sa volonté de freiner la reconstruction des zones libérées, d'éviter la démoralisation de l'armée fantoche, forte d'un million de soldats et pilier de son régime, et de bloquer toute « dynamique » de fraternisation.

Mais il semble aussi poursuivre aujourd'hui un objectif plus précis : désorganiser le nouveau réseau stratégique de communications que le GRP met en place du nord au sud du sud-Vietnam. Selon les porte-paroles de l'armée saïgonnaise, un ensemble de routes en dur, relierait déjà Loc Ninh à Khe Sanh, proche du 17ème parallèle. La base de Tong Le Chan devrait contribuer à « vérouiller » l'accès des Hauts Plateaux au Delta du Mékong. A l'ouest de Pleiku, il s'agirait de gêner l'extension de cet axe routier nord-sud. Et à l'est de Kontum d'interdire la jonction avec les provinces côtières du centre-Vietnam.

Malgré les attaques de l'armée fantoche, le GRP a consacré des forces considérables à l'amélioration de l'infrastructure des zones libérées et notamment à la mise en place d'un réseau de communications qui double au sud-Vietnam la piste Ho Chi Minh au Laos. Cette « bataille des communications » est pour lui décisive, tant sur le plan du développement économique que sur celui du renforcement militaire. Il semble bien avoir, en ce domaine aussi, enregistré d'importants succès.



aux quatre coins

APPEL AUX TRAVAILLEURS PORTUGAIS

■ *Les militants portugais groupés autour de « COMBATE OPERARIO », appellent les travailleurs portugais à manifester massivement dans la rue, à côté de leurs camarades français et immigrés, le 1er mai prochain, et en particulier en participant au défilé prévu à Paris, à 10 heures, Place de la République.*

Nous devons faire du 1er mai 1974 un 1er mai de lutte. Nous manifesterons contre le contrôle policier de l'immigration, contre la carte de séjour et de travail, nous réclamerons les mêmes droits syndicaux et politiques. Dans la rue, nous manifesterons contre la surexploitation économique dont les travailleurs immigrés sont victimes, pour le salaire égal à travail égal, contre les violences policières. Nous exigerons l'arrêt des livraisons d'armes aux colonialistes portugais, nous réclamerons la cessation de l'aide économique, politique et militaire du gouvernement français à la dictature militaire-fasciste de Lisbonne.

NOUS MANIFESTERONS POUR SOUTENIR LA CANDIDATURE REVOLUTIONNAIRE D'ALAIN KRIVINE !

4 TUPAMAROS ABATTUS

■ *Trois femmes soupçonnées d'être des Tupamaros ont été abattues dimanche par les forces armées qui perquisitionnaient dans les maisons d'un quartier populaire de la capitale. Un agent de police a été tué, et deux officiers ont été blessés au cours de l'affrontement, dont un grièvement. Après avoir connu de graves revers militaires, les militants de l'ELN ont entamé un processus de restructuration de leurs forces en insistant plus particulièrement sur l'aspect proprement politique de leur intervention, pour lutter contre certaines déviations militaristes apparues dans leurs rangs. C'est le deuxième affrontement de ce genre depuis un mois.*

COMMUNIQUE

■ *Depuis août 1971, les étudiants tunisiens luttent pour l'autonomie et la représentativité au sein de leur syndicat. La seule réponse du gouvernement est la répression continue. Nous, étudiants tunisiens, organisés au sein du CAL-UGET (Comité d'Action et de Lutte-Union Générale des Etudiants Tunisiens) protestons avec vigueur et exigeons la libération immédiate des nombreux détenus politiques, un congrès extraordinaire et la réouverture de l'Université fermée par le pouvoir.*

CAL-UGET

STRATEGIE DE TENSION

■ *Un nouvel attentat perpétré dimanche dernier sur la voie ferrée Florence-Bologne a été revendiqué par un groupuscule fasciste, les « Brigades populaires ordre nouveau ». La voie qui longe un ravin, avait été complètement détruite sur une vingtaine de mètres. Dans la nuit de lundi à mardi, une bombe de forte puissance a explosé sans faire de victimes, mais causant des dégâts considérables devant le bureau d'une perception à Milan. L'attentat a été lui aussi revendiqué par « Ordre Nouveau ». Un nouvel élément dans la stratégie de tension dont il faudra savoir tirer les leçons.*

Deux nouveaux attentats viennent de se produire en Italie, après celui revendiqué par Ordre Nouveau, dans la nuit de lundi à mardi.

Dans les deux villes, les organisations syndicales ont décrété des grèves de protestation.

le quotidien rouge
journal d'action communiste

armée

libérez les soldats Pluyaut, Tomacelli, Kerjean et Sunt !

REPRESSION A MOURMELON ET REIMS

Au 503 ème régiment de chars de combat de Mourmelon et au 1er groupement de chasseurs mécanisés de Reims, une répression sévère vient de s'abattre sur de nombreux appelés. A Mourmelon, les chasseurs Pluyaut et Tomacelli ont été arrêtés. A Reims, le caporal Kerjean et le chasseur Sunt ont également été arrêtés. Mais dans les deux cas, ce sont de nombreux autres soldats qui sont inquiétés, interrogés par la Sécurité militaire.

« Enlevé » de Mourmelon, Pluyaut a été transféré à Metz et mis aux arrêts de rigueur. Le dimanche 14 avril, sa mère, ayant pris connaissance de son arrestation, s'est présentée à Mourmelon. Là, elle a été éconduite par les crevures de service qui ont fini par la renvoyer à Metz où il ne lui a pas davantage été possible de voir son fils ni même de savoir où il était... Ce qui est totalement illégal.

UN JOUR TRES CRU

Dans les premiers jours d'avril, un tract signé « Comité de soldats du 503 ème RCC » a été diffusé à Mourmelon. Un tract qui jette un jour très cru sur les stages commandos que subissent ces appelés :

« La préparation au stage de franchissement, avec toutes les difficultés qu'elle présente a suscité beaucoup de réactions, de discussions parmi nous.

A la piscine, les cas de brutalité sont nombreux. Si un gars ne reste pas assez longtemps dans l'eau, on lui maintient la tête sous la surface jusqu'à épuisement total et même au-delà ! (Des fois, les crevures se mettent à quatre et ça les fait rire.)

Pour ceux qui hésitent, des grandes claques dans la gueule pour les forces à plonger. Cette méthode ne semble guère être la meilleure : plusieurs types ont été repêchés au fond inanimés, il a fallu plusieurs heures aux infirmiers pour en réanimer quelques-uns (trois heures de respiration artificielle plus trois à quatre jours d'infirmerie).

Les bouteilles d'air n'étant pas vérifiées à chaque plongée, il arrive que le plongeur, constatant l'absence d'air, remonte. Le capitaine Cazeneuve prend plaisir à sauter sur le gars pour l'entraîner au fond. Et les hurlements, les insultes, voire les coups, sont-ils compris dans ce stage ? Pour Cazeneuve, il semble que ce soit nécessaire: Est-ce votre avis ?

Ceci dit, certains ayant été assez traumatisés par deux ou trois de ces séances assez spéciales, ont refusé de continuer (plus d'une dizaine). Trois d'entre eux ont eu trente jours d'arrêt simple, dont deux mutés au 5 ème escadron (escadron des marches forcées). (...)

Alors, nous, on pose la question : qu'est-ce que tout ça peut donner en cas d'accident sous la flotte dans des conditions beaucoup plus difficiles, tenue treillis rangers, le courant du fleuve, la promiscuité dans le char, les difficultés pour sortir, et surtout la panique probable et bien humaine chez certains ?

Cet appel s'adresse aussi aux camarades du 5 ème escadron qui préparent un stage commando. Nous n'oublions pas que de très nombreux accidents graves, parfois mortels, en sont le triste bilan, les huit victimes du tunnel de Chezy-sur-Marne sont là pour nous le rappeler. »

Très rapidement, l'encadrement réagissait, la S.M. débarquait en masse, Pluyaut et ses camarades étaient arrêtés. A Reims, le mécanisme de répression s'est, semble-t-il, déclenché de façon identique, les bidasses arrêtés étant accusés d'avoir constitué un « comité de soldats » et milité pour les droits démocratiques du contingent.

INQUIETUDE DE L'ENCADREMENT

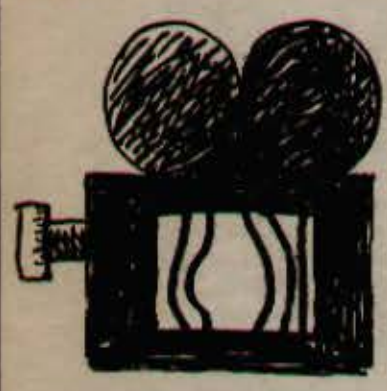
L'ampleur (plusieurs dizaines d'appelés ont été inquiétés) et la violence de cette répression ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont le produit de l'inquiétude d'un encadrement particulièrement rétrograde face au développement d'un **courant antimilitariste massif** au sein des unités concernées.

L'action de ces soldats et la répression qui les frappe ont valeur exemplaire. **A l'armée il n'y a pas de trêve qui tienne.** Brimades, exercices dangereux, discipline et répression aveugle, continuent comme par le passé. Et au fur et à mesure que se précisent les échéances électorales, les luttes des appelés, elles, s'amplifient : dans une atmosphère où chacun promet monts et merveilles pour demain, les bidasses tiennent à dire leur mot, à proclamer qu'en tout cas, ils ne supportent guère plus longtemps d'être traités comme des parias sociaux et politiques...

Dans ce contexte, les organisations antimilitaristes et révolutionnaires mettront tout en service pour obtenir la libération de Pluyaut, Tomacelli, Kerjean, Sunt, et leurs camarades. Déjà de nombreux tracts ont été diffusés aux appelés dans les gares pendant le week-end.

Le 1er mai, les antimilitaristes placeront la dénonciation de cette répression au centre de leur apparition dans le cortège révolutionnaire.

liberté-cinéma



Une vingtaine d'organisations culturelles ou cinématographiques, regroupées au sein d'un « collectif d'action pour la liberté d'expression cinématographique » lancent un appel pour demander notamment que tous les organismes et réglementations « qui incarnent la censure cinématographique » soient supprimées.

Pour illustrer son action, ce collectif organise des projections de films interdits dans deux salles parisiennes « l'Olympic » et le « Foch Terminal », à partir du 24 avril.

Cinéma Olympic , 10, rue Boyer Barret — Paris Métro Pernety, Tél : SUF. 67.42
à 19 h 30

Cinéma Foch Terminal : Parking Foch Souterrain, face au 8, avenue Foch 75016 — Paris
Métro Etoile, Tél : 704. 49.53
non-stop à partir de 16 h — Parking remboursé

ENTREE GRATUITE

Secrétariat du Collectif d'action pour la Liberté d'expression cinématographique :
Société des Réalisateurs de films
22, rue Quentin Bauchart
75008 — PARIS
tél : 720. 13.89/90

Les débats auront lieu à l'Olympic.

livres

« moi, une militante »

par Arlette

Comment et pourquoi devient-on une militante révolutionnaire ? C'est à cette question qu'Arlette Laguiller répond dans le livre « Moi, une militante », rédigé par Max Chaleil à partir d'entretiens avec la candidate de Lutte Ouvrière.

Une enfance passée en milieu ouvrier, l'école que l'on quitte à seize ans parce qu'une seconde paye est la bienvenue, les événements de Hongrie et la guerre d'Algérie avec le racisme qu'elle fait apparaître au grand jour, contribuent à forger « une mentalité de gauche ».

Le militantisme, politique d'abord, au PSU parce qu'il « fait plus que le PCF » pour l'Algérie, puis syndical à la CGT qui ne dédaigne pas de s'offrir « une caution démocratique », la fait entrer en contact avec des militants de Voix Ouvrière. Les problèmes ne tardent pas à apparaître dans la CGT ; rapidement, c'est l'exclusion pour trotskisme.

Arlette Laguiller témoigne de ce qu'est le travail quotidien d'un militant, l'alternance des temps faibles et des temps forts, ambiance de camaraderie qui aide à se surpasser. Enfin son petit livre, en entrouvrant pour les lecteurs les portes du Crédit Lyonnais, peut être un instrument utile au moment où les banques occupent le devant de la scène.

encore chaud

le quotidien
ROUGE
10, impasse Guéménée
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaïd

GEORGES SEGUY : PAS D'EXIGENCES DEMAGOGIQUES

■ *Dans un article publié par le journal « le Figaro » sous un titre évocateur* **« Le sens des responsabilités »**, *Georges Séguy s'efforce de répondre à la question qui hante nombre de bonnes âmes de la bourgeoisie : celle du prix des mesures sociales prévues par le Programme commun. Tout l'article est fait pour rassurer et Séguy ne craint pas de mettre les points sur les i :*

Le Programme commun **« recèle un net pouvoir de stimulation des énergies productives et créatrices »**

« Nous n'avons pas la naiveté de croire que la réalisation du Programme commun sera chose faite peu après la victoire de la gauche. Le gouvernement qui recevra mission de l'appliquer devra nécessairement tenir compte de l'héritage que ses prédécesseurs lui auront laissé et dans une certaine mesure, de certains éléments contraignants du contexte international.

Il est clair qu'il faudra du temps et même probablement des adaptations en cours de route, pour tenir compte de tous les problèmes auxquels la nouvelle politique économique démocratique sera confrontée »

« L'intérêt des travailleurs qui se confond avec l'intérêt national, est lié à la réussite de l'expérience de la gauche. Il serait paradoxal qu'après avoir tant lutté pour son succès nous risquions de la compromettre par des exigences démagogiques. »

Après la reculade des 1500 F aux 1200 F minimum et le flou savamment entretenu sur la réduction progressive du temps de travail, ces déclarations hébergées dans les colonnes d'un journal comme « le Figaro », prennent un drôle de parfum.

AUTOMOBILE : ENCORE DES JOURS CHOMES A CHRYSLER ET CHEZ RENAULT

■ *La direction de Chrysler-France a annoncé qu'elle arrêterait ses chaînes de production, les 29 et 30 avril. Celle de la Régie a annoncé de son côté, deux jours chômés les 2 et 3 mai pour le personnel de Sandouville.*

Après les jours de chômage forcé imposés au Nouvel an, cette décision apparait comme une nouvelle preuve de la volonté du patronat de l'automobile de faire payer les frais de sa crise aux travailleurs.

AIR-INTER : LA GREVE DES NAVIGANTS LARGEMENT SUIVIE

■ *La grève de 48 h des équipages d'Air-Inter a connu une forte participation : à Orly, deux cents mouvements ont dû être annulés sur les 300 habituellement assurés.*

LA BOURSE DANS LA RUE

■ *Hier midi, place de la Bourse, plusieurs centaines de commis, victimes du lock-out patronal se sont massés devant la chambre syndicale des agents de change. Ils étaient accompagnés par l'orchestre « La fille sans chœur » qui était déjà venu à Besançon pour les grévistes de Lip et en Vendée pour les filles de Cerisay.*

Le cortège gonflé à bloc a multiplié les chansons, brocardant la direction et réaffirmant leur volonté de lutte. La dispersion a eu lieu aux cris de : **« Ce n'est qu'un début, continuons le combat ».** ■